

Quel bilan de la Conférence Rio + 20 ?

dimanche 9 septembre 2012, par [Yveline Nicolas](#)

La Conférence internationale sur le développement durable "Rio + 20" a rassemblé 50 000 personnes et 80 chefs d'Etat ou de gouvernement à Rio en juin 2012. Elle a débouché sur 50 pages de déclaration minimaliste. Après les échecs des négociations climatiques, la "gouvernance" des Nations unies est de plus en plus fragilisée. La prochaine échéance stratégique pourra être la discussion autour des Objectifs du millénaire et leur articulation avec de nouveaux "Objectifs de développement durable" à l'horizon proche de 2015. Le titre de la déclaration "Le futur que nous voulons" entérine involontairement les questions-clé non résolues : qui est ce "nous" ? Que voulons "nous" ? Face à cela, les organisations de la société civile et mouvements sociaux du Sommet des Peuples ont affirmé leur refus de l'économie verte "capitaliste".

Sommaire de cet article

- [Une Déclaration finale de faible portée](#)
- [Quelques acquis potentiels à suivre](#)
- [La "société civile" poursuit sa mobilisation](#)

Une Déclaration finale de faible portée

La plupart des acteurs et observateurs s'accordent sur la faible portée du document issu de la Conférence Rio + 20, qui se caractérise par un manque de vision globale et un langage imprécis, traduisant le minimalisme d'un consensus obtenu à l'arraché par l'intervention du Brésil, pays hôte de la Conférence, face à l'impasse dans laquelle étaient les négociations de dernière ligne droite entre le 13 et le 15 juin, où moins de la moitié du document était encore "entre crochet", c'est-à-dire ne faisait encore l'objet d'aucun accord..

Le texte vidé de tous les éléments non consensuels a donc été entériné avant même l'arrivée des chefs d'Etat et de gouvernement. Il consiste surtout en une compilation d'engagements antérieurs et de considérations vagues pour l'avenir, sans analyse des causes de la crise systémique actuelle et des mécanismes qui ont fait échouer [l'Agenda 21 de Rio adopté en 1992](#), et sans précisions sur les modalités de financement de la nécessaire transition écologique. Pour beaucoup d'observateurs, Rio + 20 confirme l'affaiblissement des Nations unies, du multilatéralisme et de l'Union européenne face au désengagement de l'Amérique du Nord (Etats-Unis et Canada) et à ses alliances avec les pays émergents (particulièrement la Chine et le Brésil). En pleine onde de choc suite à la crise due aux milieux d'affaires et bancaires, le document continue à prôner le marché et le rôle des entreprises sans contrepartie de redevabilité sociale et environnementale contraignante.

Les organisations de la société civile s'inquiètent des résistances en matière de droits humains, et [notamment de droits sexuels et de procréation des femmes](#), ainsi que de droit à un environnement sain. La référence "avec la pleine participation de la société civile" a été enlevée, de même qu'une mention au droit à la liberté d'association et de réunion... Certains enjeux pourtant essentiels en matière de développement durable semblent presque absents, la biodiversité ou la "transition énergétique" (l'expression n'étant même pas mentionnée)...

L'économie verte "dans le contexte du développement durable et de l'élimination de la pauvreté" était le principal point à l'ordre du jour. Finalement, le peu d'importance donné par le texte à cette nouvelle notion - que, pas plus que les négociations préalables, le document Rio + 20 ne parvient à définir - est pour les uns un motif de satisfaction, pour d'autres une déception. Il n'y a jamais eu d'entente entre ceux

estimant qu'il faut quantifier la valeur de la nature et des écosystème par un prix et ceux dénonçant cette dérive vers la marchandisation du vivant et des biens communs mondiaux, les pays du Sud craignant que l'économie verte ne soit synonyme de protectionnisme environnemental... Par contre, la "croissance verte" figure en bonne place - et c'est peut être plus clair...

- [Lire notre article sur l'économie verte](#)

Quelques acquis potentiels à suivre...

Les optimistes notent les acquis potentiels ou nouveautés, en premier lieu les "objectifs de développement durable" (ODD) qui devraient être négociés ultérieurement de façon intergouvernementale avec une échéance 2015, échéance qui est également celle des [Objectifs du millénaire pour le développement](#). Le texte reconnaît aussi l'importance de droits économiques et sociaux, comme le droit à l'alimentation, à la santé, à l'éducation, le droit à l'eau potable et à l'assainissement. La référence à l'importance d'un socle de protection sociale pour tous-toutes avait fait l'objet d'un plaidoyer de nombreux acteurs sociaux et ONG.

Une des questions centrales, la gouvernance du développement durable, n'a pas beaucoup progressé, si ce n'est le souhait d'un renforcement du Programme des Nations unies pour l'environnement. La proposition d'une Organisation mondiale de l'environnement, qui avait été fortement portée par la France et ses alliés, n'a pas abouti. Les Etats-Unis notamment avaient mis un veto sur cette perspective avant la tenue de la Conférence. Il a été décidé la création d'un « forum de haut niveau » rassemblant des ministres, destiné peut-être à terme à remplacer l'actuelle Commission du développement durable, et qui devrait se réunir pour la première fois en septembre 2013. Le texte mentionne le renforcement de la participation de la société civile.

Un objectif de protection des hautes mers est mentionné, mais aussi, à négocier (ultérieurement). Un groupe de travail pourrait être créé au sein de la commission statistiques de l'ONU sur les nouveaux indicateurs de développement. L'enjeu du "tourisme durable" fait également son apparition. La notion "d'agriculture durable" est mentionnée à plusieurs reprises.

Certains acteurs se sont réjouis des mentions de l'importance de l'éducation, et particulièrement de l'éducation supérieure comme un des leviers du développement durable, et du nécessaire appui à l'éducation supérieure dans les pays en développement. Une "Déclaration de Rio pour l'enseignement supérieur" avait été adoptée en mars, à l'initiative d'organismes des Nations unies et de réseaux d'université en faveur du "management responsable".

La "société civile" poursuit sa mobilisation

A Rio se tenait à la fois la Conférence officielle, les "pavillons nationaux" et les "dialogues avec la société civile" (processus amorcé sur internet avant la Conférence et finalisé sur place), et à 40 km de là, le Sommet des Peuples - au bord de la plage, comme lors du Sommet de la Terre en 1992.

De nombreuses initiatives ont été mises en oeuvre par les ONG, les mouvements de femmes, de paysans, les collectivités territoriales, les milieux scientifiques et de l'éducation, les syndicats, les acteurs économiques. Même si le "développement durable" a peut être encore perdu de sa crédibilité dans la Conférence officielle, l'expérimentation de pratiques et le débat permanent sur le modèle de développement ou de refus du développement classique se poursuivent à tous les niveaux de la société.

Le dynamisme du Sommet des Peuples, la multitude et l'intérêt des débats et des échanges qui y ont eu lieu, témoignent du fait que le mouvement social est bien enraciné. Une ligne de fracture tend à apparaître entre les ONG "mainstream" qui s'inscrivent dans les processus officiels (et parfois en vivent...) et les mouvements plus radicaux clairement en rupture avec le modèle capitaliste. Cependant, de nombreux acteurs font le "va et vient" entre ces deux pôles, ne renonçant pas à utiliser les possibilités de

concertation avec les institutions pour essayer de porter leurs propositions et l'expertise citoyenne, en essayant de se garder de la récupération.

Le Sommet des Peuples a constitué une étape des luttes et mobilisations en cours, autour du Forum social et de ses multiples déclinaisons sous-régionales et locales, du mouvement des "Indignés", et de nombreuses coalitions internationales thématiques, comme celles contre les instances de gouvernance illégitimes (G20), l'accaparement des terres, l'extraction des gaz de schiste, la revendication d'une convention internationale sur la responsabilité des entreprises...

Du côté des syndicats, leur forte mobilisation internationale a, selon eux, pesé sur le texte Rio + 20 avec des mentions comme le socle universel de protection sociale, le travail décent, la formation continue comme partie intégrante de l'éducation.

Les "dialogues avec la société civile" : résultat des votes

Ces dialogues, à l'initiative du Brésil - et boycottés par une partie des organisations de la société civile - ont abouti à dix recommandations choisies majoritairement notamment par vote électronique, sur dix grands thèmes :

L'énergie durable pour tous

- Prendre des mesures concrètes pour arrêter de subventionner les carburants fossiles

Forêts

- Restaurer 150 millions d'hectares de terres déboisées et dégradées d'ici 2020

L'eau

- Garantir l'approvisionnement en eau en protégeant la biodiversité, les écosystèmes et les sources d'eau

La sécurité alimentaire et nutritionnelle

- Promouvoir des systèmes alimentaires durables, qui contribuent à l'amélioration de la santé

Océans

- Prévenir la pollution des océans par le plastique par l'éducation et la participation des communautés.

Le développement durable pour lutter contre la pauvreté

- Promouvoir l'éducation au niveau mondial pour éradiquer la pauvreté et arriver à un développement durable

Les villes durables et l'innovation

- Promouvoir la transformation des déchets comme source d'énergie renouvelable en milieu urbain.

L'économie de développement durable, y compris des modes durables de production et de consommation

- Éliminer progressivement les subventions nuisibles et les remplacer par des régimes fiscaux « verts »

Le taux de chômage, le travail décent et les migrations

- Mettre l'éducation au cœur de l'agenda des Objectifs durables pour le développement

Le développement durable comme réponse aux crises économique et financière

- Promouvoir des réformes fiscales qui encouragent la protection environnementale et bénéficient aux pauvres

- [Plus de détails sur les thèmes et les propositions sur le site des dialogues](#)

- [Notre rubrique sur les initiatives des organisations des sociétés civiles](#)

P.-S.

- [Lire en ligne ou télécharger la Déclaration Rio + 20](#)

- [Consulter notre revue d'analyses et de points de vue sur Rio + 20](#)